

LES *notes* D'HORIZONS

Cette note a pour objectif de poser le cadre d'une réflexion de fond et son contenu ne constitue en rien une prise de position d'Horizons.

LA RÉINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE, *condition de notre prospérité et de notre puissance*

Édito

La France doit se penser, se rêver, se réinventer comme une grande puissance industrielle, une grande nation industrielle. Depuis quatre décennies, notre pays fait face à l'effondrement de sa capacité de production industrielle, avec des conséquences économiques, sociales et territoriales désastreuses. La montée des tensions géopolitiques et l'urgence écologique aggravent encore la situation.

Avec le Président de la République, je m'étais battu pour enclencher une dynamique de réindustrialisation de notre pays. Je me félicite que les mesures prises par mes gouvernements et par ceux qui m'ont succédé portent leurs fruits en amorçant un redressement de notre industrie nationale.

La France reste néanmoins à la croisée des chemins quant à son avenir industriel. La crise sanitaire a révélé la vulnérabilité de nos chaînes de valeur. Le choc de la crise énergétique, qui pénalise particulièrement l'industrie européenne, met au jour l'ampleur du mur d'investissements qu'impose la décarbonation. Les politiques mises en œuvre aux Etats-Unis, en Chine et dans d'autres grands pays ne laissent aucun doute : seules les puissances qui déploient une stratégie industrielle de long-terme tireront leur épingle du grand jeu économique qui s'annonce.

Nous le savons intimement, au Havre comme à Nice, dans l'Allier comme dans les outre-mer : sans industrie, nous ne saurons réparer notre cohésion sociale et territoriale, renouer avec la prospérité, restaurer notre puissance. Notre avenir ne s'écrira pas sans usines, sans innovation, sans investissements dans l'outil de production

français. Cette note fixe plusieurs lignes de force qui peuvent nous guider : garantir les conditions qui permettront à nos entreprises de se développer et d'assurer leur compétitivité ; fixer un horizon stratégique en soutenant les filières émergentes, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, et en assurant durablement l'avantage compétitif de notre mix énergétique ; assumer la formation des dizaines de milliers d'ingénieurs et de techniciens nécessaires au renouveau industriel.

Je compte sur vous pour réfléchir, au sein de vos comités locaux, forts de vos spécificités territoriales et de vos expériences professionnelles, à toutes les voies qui nous permettront de reconquérir notre fierté et notre grandeur industrielle.

Bonne lecture, et bon été !



ÉDOUARD PHILIPPE

Edouard Philippe

Président d'HORIZONS

LA RÉINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE, *condition de notre prospérité et de notre puissance*

1 – La situation de l'industrie en France

1.1 La capacité de production industrielle française s'est effondrée depuis 1975

Si l'industrie représentait le quart des emplois en France en 1974, soit une part stable depuis 1949, aujourd'hui seuls 10 % des emplois sont industriels selon l'INSEE, après une réduction des effectifs d'environ 50%. Le même constat peut être fait en analysant la part de l'industrie dans la valeur ajoutée : elle s'établissait à 27,7% en 1949 puis 25% en 1974 et 13,1% en 2021. Derrière les chiffres et l'impact économique, le départ d'activités fortement ancrées dans certains territoires, comme la sidérurgie en Lorraine ou le textile dans le Nord-Pas-de-Calais a laissé des traces dans notre société et notre imaginaire collectif.

La France est faiblement industrialisée dans l'absolu mais aussi comparativement à ses pairs et voisins. Dans la zone euro, le Luxembourg est l'unique pays qui affiche un poids de l'industrie dans le PIB plus faible que celui de la France. Le même constat peut être fait en comparant la France aux pays de l'OCDE : seul le Luxembourg et le Royaume-Uni présentent une part de l'industrie dans la valeur ajoutée plus faible que notre pays¹. D'autres révélateurs sont marquants. Quand la consommation de biens manufacturés en Allemagne, en Italie ou aux Etats-Unis est satisfaite à plus de 50% par des produits faits dans le pays, la France atteint le faible taux de 40%. Certaines branches industrielles ont connu un recul d'ampleur comparé à leurs résultats dans les années 1970². La filière textile représente 1,7% de notre valeur ajoutée en 2018, c'était 7,5% en 1974. La métallurgie a perdu plus de 400 000 emplois sur la même période. Notre balance commerciale de biens d'équipement affiche un déficit de plus de 43 milliards d'euros en 2022³. C'est presque 20 milliards pour l'automobile, dont le solde est négatif depuis 2008, cas emblématique de la stratégie de délocalisation de grands groupes français.

Il faut tout de même souligner que la France, bien que maintenant faiblement industrialisée, maîtrise toujours certains secteurs et compte des acteurs d'excellence, reconnus mondialement : l'aéronautique et le spatial, leader de l'excédent commercial pour les biens en 2022, mais aussi la chimie, les cosmétiques, l'agri-agroalimentaire, une partie de la pharmaceutique, les secteurs de la production et distribution d'eau, de la gestion des déchets ou de l'énergie...

1.2. Comment en est-on arrivé là ?

Ce phénomène de désindustrialisation s'explique par différentes causes. En s'intéressant aux pertes d'emplois⁴, trois facteurs peuvent être distingués : l'externalisation vers les services, les gains de

¹ Base de données de l'OCDE, année 2022, l'industrie comprend ici le secteur énergétique

² Les politiques industrielles en France, France Stratégie, 2020

³ Rapport 2023 sur le commerce extérieur, DG Trésor, 2023

⁴ Analyses de Max Blanchet dans L'industrie du XXI^e siècle, 2022

productivité et la perte de compétitivité. Si ces phénomènes sont communs aux pays développés, notamment dans les décennies 1970 et 1980, ils sont encore plus accentués en France, voire propres à notre pays comme le relate Nicolas Dufourcq dans son ouvrage récent *La Désindustrialisation de la France* (2022).

Dès les années 1970, les chocs pétroliers ont fragilisé notre outil productif. Ils ont été suivis de lois rigidifiant le droit du travail. En parallèle, le déficit de la sécurité sociale s'est creusé, menant à son financement croissant par les entreprises. Ce phénomène s'accroît dans les années 1980. Alors que le coût de la protection sociale augmente, une menace plus diffuse grandit : celle d'une vision financière du capitalisme et d'un mépris de l'industrie par une partie des dirigeants. La culture industrielle est abandonnée au profit de la promesse de la tertiarisation. Nos tissus industriels régionaux ont vieilli et souffert de sous-investissement, accélérant ainsi la perte de compétitivité alors que la Chine a accédé à l'OMC en 2001.

En parallèle, la France fait face aux 35 heures alors que les délocalisations se multiplient, en premier lieu du fait des multinationales françaises qui, plus que dans d'autres États européens, décident de produire hors du pays pour se rapprocher des marchés ou pour réduire les coûts. La logique financière et un certain abandon de la culture technique tendent à primer sur la construction d'industries pérennes et de filières. Cette histoire économique se double de mutations culturelles, géographiques et sociales. La perte de culture industrielle est durable. La désindustrialisation n'est pas que le fait de réorganisations mondiales que nous aurions subies, elle résulte d'un choix de politique et de société : celui de vivre sans usines dans une économie tertiarisée mais aussi celui de privilégier le pouvoir d'achat en tirant parti de toutes les baisses de coûts possibles à court terme. Une certaine désaffection pour l'industrie prime, permise par la rétractation des forces sociales qui ne cherchent plus à soutenir le tissu productif, le déclin des fédérations professionnelles et un écosystème dirigeant sous forte influence anglo-saxonne.

1.3. Ce faible maillage industriel a de graves conséquences socio-économiques

La désindustrialisation a marqué des générations par le prisme de l'emploi et des traumatismes locaux de fermetures d'usines. L'affaiblissement de la capacité productive de la France a pour corollaire l'envolée du déficit commercial, qui constitue une faiblesse macroéconomique majeure. La balance courante est en déficit depuis 2007. La balance des biens est même déficitaire depuis 2003. Nous nous sommes habitués à cette structure économique, avec une forme de sentiment d'impuissance et de banalisation.

Le débat public a longtemps occulté les autres conséquences, parfois moins visibles, du délitement du tissu industriel français. Revenu au cœur de l'actualité pendant la crise sanitaire mondiale, le thème de la souveraineté productive et industrielle est un enjeu majeur. Un pays qui produit peu de biens industriels est un pays qui importe des éléments essentiels à sa vie du quotidien et au fonctionnement de ses filières. Des crises d'approvisionnements, comme celle des produits sanitaires ou celle des semi-conducteurs, le rappellent. Le commerce et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales n'est pas négatif en soi, mais des questions de degré de dépendance, de vulnérabilités et de comportements des partenaires exportateurs se posent.

Plus pernicieux encore, la désindustrialisation crée un cercle vicieux difficile à endiguer. La perte de densité industrielle (fermeture de grands sites industriels mais aussi appauvrissement du tissu de sous-traitance) se conjugue avec une perte de compétences, de fournisseurs et de savoir-faire nécessaires à relancer une filière. A cela s'ajoute la réduction de la capacité d'innovation et donc de développement d'une compétitivité hors coût dont nous avons cruellement besoin. L'industrie demeure un acteur majeur de l'innovation, à l'origine de 70 % des dépenses de R&D des entreprises en France. Un facteur plus difficile à mesurer n'est pas à négliger : la perte de culture de l'industrie et donc d'attrait pour cette dernière mais aussi d'affaiblissement du rayonnement national lié aux réussites de l'industrie.

2 - A cet affaiblissement structurel s'ajoutent des défis contemporains

La question de la réindustrialisation se pose d'autant plus que l'industrie fait face à des défis nouveaux : crise énergétique, transition écologique et développement du numérique. Ce sont autant d'électrochocs qui peuvent déclencher un rattrapage industriel, ou condamner les efforts récents de politique économique et industrielle.

2.1. La crise énergétique

La crise énergétique a révélé la fragilité de la compétitivité de l'industrie française et menacé le mouvement de réindustrialisation naissant ou frémissant. Certains secteurs, les industries électro-intensives mais aussi l'agroalimentaire, ont été plus touchés que d'autres. Les programmes d'aides gouvernementales ont tenté de palier les hausses vertigineuses du prix du gaz ou de l'électricité. La complexité de la situation tient à la pluralité des causes (guerre en Ukraine mais aussi reprise de la demande énergétique mondiale post-Covid et état de la production électrique nationale) et à la pluralité des cas (en fonction des dates de renouvellement de contrats énergétiques des industriels). L'impact a toutefois été bien réel pour certaines industries. Sur les trois mois de décembre 2022, janvier et février 2023, si la production industrielle globale a été quasiment stable par rapport à la même période un an auparavant, celle des industries énérgo-intensives recule sensiblement (-19,9% pour la chimie, -22,5% pour le papier/carton, -25,9% pour la sidérurgie)⁵. Cette crise énergétique pose la question de l'industrialisation dans un monde où l'abondance des ressources énergétiques peu chères prend fin.

2.2. L'impératif de la transition écologique

Nul ne peut ignorer l'enjeu climatique et environnemental auquel nous faisons face. Les différents rapports du GIEC sont clairs, il faut investir au plus vite, et massivement, pour transformer l'activité humaine et l'inscrire dans une trajectoire de limitation du changement climatique. L'industrie joue un rôle majeur dans ce processus. En France, la Stratégie Nationale Bas Carbone fixe une ambition de réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur industriel de 35% en 2030 (base 2015) et de 81% en 2050. Pour cela, il faudra investir plusieurs milliards d'euros supplémentaires par an d'ici à 2050. Les calculs de Rexecode donnent les chiffres suivants :

Investissements supplémentaires dans le scénario SNBC par rapport au scénario tendanciel, en milliards d'euros par an⁶

2023	2025	2030	2035	2040	2045	2050
1,8	2,3	3,7	4,6	5,6	6,7	7,9

⁵ INSEE-Résultats sur la production industrielle, 5 avril 2023

⁶ France : une évaluation des investissements nécessaires. Enjeux économiques de la décarbonation en France : une évaluation des investissements nécessaires, Document de travail N.83, Rexecode, Mai 2022

Le développement de l'industrie verte, promesse de concilier décarbonation du secteur industriel et développement d'une offre de produits et services industriels bénéfiques à la transition, est ainsi un enjeu majeur pour les décennies à venir. Le gouvernement en fait une priorité avec le projet de loi « industrie verte » présenté en mai 2023. La compétition mondiale sera forte, de l'accès aux matières premières à la localisation des outils de production. Il ne faut pour autant pas oublier que les industriels les plus avancés et vertueux feront face à une compétition prix de la part de producteurs peu soucieux de l'impact de leurs pratiques. La transition de l'offre doit être accompagnée par une transition de la demande. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), adopté récemment par l'Union européenne, doit assurer un certain rééquilibrage des efforts sur le plan international, en dissuadant les fuites de carbone et en incitant les autres puissances économiques à mettre en place des politiques de tarification du carbone.

Enfin, la ressource en eau va constituer un défi de plus en plus prégnant pour le développement industriel et l'attractivité de certains territoires. L'eau intervient fréquemment dans les procédés industriels. Dans les zones touchées par la raréfaction de la ressource hydrique ou par des épisodes fréquents de sécheresse, certaines activités industrielles risquent ainsi d'être touchées de plus en plus souvent par des mesures de réduction des consommations.

2.3. L'accélération de la transition numérique

Une autre transformation structurelle est en phase d'accélération : la transition numérique. Elle recoupe différents domaines autour de l'utilisation des technologies numériques par l'industrie avec à la fois la digitalisation des chaînes de production, dont l'essor de la robotisation, mais aussi le Big Data et l'internet des objets liés aux processus industriels. Nous parlons alors d'industrie 4.0 ou industrie du futur. Ici également, malgré les progrès réalisés avec le plan « Industrie du Futur » et notamment la mesure d'amortissement accéléré des investissements, il semble que la France soit en retard. Il y aurait en moyenne 194 robots installés pour 10 000 salariés en France en 2020. Ce chiffre atteint 224 en Italie, 371 en Allemagne et il est proche de 1 000 en Corée du Sud⁷. En suivant la Cour des comptes⁸, la transition numérique de l'industrie française souffre, d'une part, de difficultés de financement mais aussi d'une mauvaise combinaison de facteurs de production et d'un décalage entre les compétences nécessaires et celles des actifs du secteur. Ce sous-investissement était déjà problématique dans l'industrie traditionnelle, il sera insurmontable dans l'industrie 4.0 ou numérisée.

2.4. Une concurrence internationale de plus en plus âpre

Déjà affaiblie par une dépendance envers l'étranger plus importante qu'ailleurs, la France doit faire face au grand retour des politiques industrielles dans le monde, avec des soutiens publics massifs aux industries nationales. Le modèle chinois existe depuis de nombreuses années (Made in China 2025). Après le America First de Donald Trump, le Chips Act et l'Inflation Reduction Act (IRA) adoptés par les Etats-Unis à l'été 2022 en sont une autre démonstration marquante. Des plans ont aussi été lancés au Japon, en Inde, au Royaume-Uni parmi d'autres. Ces démarches s'inscrivent sur fond de montée du protectionnisme, observé pendant la crise sanitaire, et de tensions commerciales grandissantes entre les deux premières économies mondiales.

Dans ce contexte, il est logique de se préoccuper de la souveraineté industrielle qui peut être définie comme « l'absence de dépendance à l'égard de l'étranger pour bénéficier de produits et machines, en particulier de produits dits stratégiques, en disposant sur le territoire national de l'outil productif industriel qui répond à ces besoins⁹ ». Il faut toutefois être prudents. Reconnaître

⁷ Fédération International de Robotique, 2020

⁸ Adapter la Politique Industrielle aux Nouveaux Enjeux, Les Enjeux Structurels Pour la France, Cour des Comptes, décembre 2021

⁹ La Fabrique de l'industrie, « De la souveraineté industrielle aux relocalisations : de quoi parle-t-on ? », 2020.

la tension commerciale croissante dans le monde, prendre conscience de la limite de nos capacités autonomes de production, souhaiter les renforcer dans les domaines stratégiques ou encore construire des alliances avec des pays qui partagent des valeurs communes, sont autant d'ambitions qui ne doivent pas nous mener à oublier la réalité économique de l'industrie. Les entreprises qui produisent sont imbriquées dans les chaînes de valeur mondiales et sont en compétition sur les marchés locaux ainsi qu'à l'export. Toute action commerciale de fermeture a des conséquences.

Il apparaît clairement qu'une réponse européenne est nécessaire. L'approche d'autonomie stratégique ouverte peut constituer une voie d'équilibre mais dont la concrétisation reste à accomplir pleinement. Des avancées ont été réalisées depuis 2020, avec la nouvelle politique industrielle et dernièrement, début 2023, le projet de Net Zero Industry Act. Si cette réponse européenne est opportune, deux questions se posent : celle de la complexité de mise en place liée à la nature des institutions européenne et celle de la place de la France dans l'industrie européenne. Sur ce dernier sujet, nous subissons le leadership assuré par l'Allemagne. Mais il y a aussi la forte agilité de l'industrie italienne, la montée en puissance des Etats membres de l'Europe centrale ou l'avantage comparatif que peut avoir l'Espagne sur le plan énergétique. Dans la recomposition industrielle européenne, la France est condamnée à se doter d'une stratégie si elle ne veut pas être déclassée.

3 - Quelles solutions envisager ? Définir la puissance industrielle française et européenne au XXI^e siècle

Alors que les causes structurelles de la désindustrialisation ne sont pas toutes neutralisées, alors qu'un mouvement positif s'amorce, il nous faut réussir des transformations majeures. La hausse subite des prix de l'énergie pourrait être une anticipation de la nécessité de s'adapter à un monde dans lequel les ressources seront moins facilement accessibles. La transition écologique oblige à repenser nos ambitions industrielles dans un monde où la qualité pourrait primer sur la quantité. Et la transition numérique est un virage à ne pas manquer pour exister dans les secteurs émergents et pour gagner en compétitivité sans dégrader notre pacte social et productif.

3.1. Poursuivre le rétablissement de la compétitivité des entreprises industrielles françaises

Des politiques efficaces ont été mises en place, notamment depuis 2017

Cela a été dit, la situation industrielle et commerciale de la France demeure à la fois fragile et bien en-dessous du potentiel attendu pour la puissance économique que nous sommes. Depuis quelques années, la France a heureusement su initier une politique de l'offre, avec une accélération des réformes à partir de 2017. Le remplacement en 2019 du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) par un allègement d'ampleur et durable des cotisations sociales des employeurs en a été une étape marquante. D'autres actions ont été menées pour améliorer l'environnement fiscal, et l'attractivité économique de la France. Nous pouvons citer la baisse de l'impôt sur les sociétés en 2017 et une première étape de baisse des impôts de production à partir de 2021 (-10 milliards d'euros par an) grâce notamment à la réduction de la CVAE, les réformes de l'apprentissage ou les stratégies d'attractivité qui ont fait de la France la première place européenne de réception d'investissements directs étrangers en 2021¹⁰. D'autres mesures nourrissent un réveil industriel, comme l'accélération du déploiement de la fibre et de la 5G, clés pour les activités industrielles, ou encore le durcissement du régime de contrôle des investissements étrangers en France permettant

¹⁰ Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2022 : Nouveau monde, nouvelles armes, EY, 2022

“

« L'industrie verte est une formidable opportunité pour le renouveau industriel de la France »

« Les victoires et déboires du passé font suite à de nombreuses et graves craintes mais aussi de grands et merveilleux espoirs ». Cette citation de l'économiste Paul Bairoch pourrait résumer l'histoire industrielle de notre pays et être inscrit au frontispice du projet de loi *« Industrie Verte »*, que nous examinons actuellement à l'Assemblée nationale.

Faire de la France un pays d'industries vertes, c'est bien plus qu'un débat sémantique entre deux termes, l'industrie et le développement durable, qui ont trop souvent été opposés. C'est faire le choix d'une trajectoire de croissance qui permet d'accélérer la décarbonation de l'industrie en ciblant stratégiquement les industries les plus polluantes. C'est éviter les sirènes de la décroissance, inaudibles pour une majorité de nos concitoyens et irréalistes d'un point de vue économique. C'est bousculer le statu quo industriel qui conduirait à la disparition totale de notre base productive.

Lorsqu'une industrie s'éteint dans un territoire, c'est souvent l'assurance de décennies de difficultés pour relancer l'économie. Je l'ai vécu en tant que maire de Fécamp, dont le moteur économique fût la Grande pêche, un secteur florissant jusqu'à la fin des années 80 et stoppé brutalement par la signature d'un accord international.

Aussi nous devons tirer des leçons du passé et miser sur des secteurs d'avenir. Notre responsabilité est grande dans le choix de la trajectoire industrielle de la France. Il est nécessaire de simplifier les procédures, d'« ouvrir » les friches industrielles en favorisant la requalification de ces espaces souvent pollués, de financer les milliards d'investissements nécessaires pour produire plus et mieux en France. C'est à ce prix que nous restaurerons la puissance industrielle de notre pays.

”

MARIE-AGNÈS
POUSSIÈRE WINSBACK

Députée de Seine-Maritime
Vice-présidente du groupe Horizons et apparentés
Co-rapporteuse du projet de loi Industrie verte



de protéger les activités nationales. Des réponses ont été apportées aux difficultés d'implantation de nouveaux sites industriels avec les initiatives « Territoires d'industrie » (novembre 2018) et la création des « Sites industriels clés en main » (2020). Dans le cadre du Plan de relance post-Covid, des projets de relocalisation d'activités industrielles ont bénéficié d'aides publiques. Le plan France 2030 mobilise d'importantes capacités de financement public par emprunt pour soutenir l'essor de nouvelles filières : le photovoltaïque, l'hydrogène, l'automobile électrique ou encore le spatial ou l'aéronautique.

Notre compétitivité peut encore être améliorée

Malgré ces avancées, notre compétitivité coût n'est pas encore un atout. Depuis 2014, Eurostat rapporte un coût du travail en France dans l'industrie (hors construction) inférieur à celui de l'Allemagne. Néanmoins, ce coût reste supérieur à celui de la moyenne européenne, et notamment à celui de l'Espagne et l'Italie. Le même constat peut être fait pour la compétitivité hors coût, et ce malgré les Crédits Impôt Recherche ou Impôt Innovation. La productivité et le financement des investissements demeurent des problèmes structurels. Il faut donc poursuivre les efforts de rétablissement de la compétitivité coût et hors coût engagés depuis 2017, en veillant à la continuité des politiques de soutien, élément clé pour les acteurs économiques. Cet effort doit sans doute aussi mieux prendre en compte les ETI, qui jouent un rôle clé dans l'industrie, mais qui restent moins soutenues du fait de l'encadrement réglementaire européen sur les PME.

Il n'y aura pas de réindustrialisation sans compétitivité et sans libération des forces productives du pays. Avant de mettre la puissance publique au service du développement de secteurs clés, il est urgent de simplifier la vie des entrepreneurs et industriels. La complexification des normes et des autorisations nécessaires au développement d'industries, et parfois le rejet des projets par des minorités au sein de la population, tendent à décourager des acteurs qui auraient souhaité étendre leur activité en France. La réduction des délais d'ouverture d'une nouvelle usine doit notamment être mise en place, comme le prône le projet de loi « industrie verte ». Au-delà, un choc de simplification et de fluidification des rapports avec l'administration est nécessaire.

Avec la bonne stratégie, la numérisation et la transition écologique peuvent être des leviers de gains de compétitivité industrielle

Numériser permet d'améliorer la productivité : 15 à 20 points de productivité pourraient être gagnés en amplifiant l'usage d'outils numériques dans l'industrie (gestion des stocks, accès à la documentation technique, suivi des outils, Big data et Intelligence artificielle)¹¹. En 2015 était lancé le projet « Industrie du Futur » et la French Fab était créée. Les TPE, PME et ETI ont toutefois été moins touchées que les grands groupes par ces programmes. C'est pour remédier à cela que le gouvernement d'Edouard Philippe annonçait en 2018 un programme de numérisation de l'industrie particulièrement ciblé sur les TPE / PME. Suivre le résultat de ces efforts et les amplifier est impératif.

La transition écologique est également un levier de compétitivité, à certaines conditions et dans un temps plus long. En anticipant un paysage réglementaire et une demande qui sanctionneront de plus en plus des comportements non respectueux de l'environnement, nous pouvons affirmer que produire en France sera de plus en plus compétitif. L'empreinte carbone d'1 kg de textile produit en France est deux fois plus faible que celle d'une même production en Chine. Selon RTE, si l'ensemble des biens manufacturés importés en France étaient produits localement, nous réduirions notre empreinte carbone de 75 millions de tonnes d'équivalent CO₂ chaque année. Cela correspond aux émissions totales de l'industrie en 2019 en France¹². La France doit poursuivre, avec l'Europe, son

¹¹ L'industrie 4.0. À l'heure du plan de relance : espoirs ou désillusions, Wavestone, 2020

¹² Réindustrialiser la France : les défis de la transformation numérique et environnementale, Anaïs VOY-GILLIS, Études de l'Ifri, septembre 2022

rôle pionnier en matière de production écologique. Nous avons le savoir-faire technologique pour décarboner nos activités et augmenter la circularité : il faut accélérer.

3.2. Rétablir l'atout énergétique français

Il n'y a pas d'industrie sans énergie. La France a longtemps pu se targuer d'un avantage compétitif lié à sa production électronucléaire et à son hydroélectricité. Sur la période 2008-2021, Eurostat estime que le prix de l'électricité payé par les entreprises en France était 1,5 fois inférieur à celui payé outre-Rhin¹³. Dans le cas précis de l'industrie, les dépenses directes d'énergie représentaient 6,7% du chiffre d'affaires des industriels en 2019 en France. C'est presque 8% en Allemagne¹⁴. Depuis, la crise énergétique a montré les limites actuelles de notre système énergétique et les interrogations sur le marché européen de l'électricité.

La publication de la note d'Horizons « La politique énergétique française en crise » parue en octobre 2022 explique en détails les causes de cette crise et les pistes pour remédier à cela. Cette dimension de la compétitivité de l'industrie par l'énergie doit aussi se penser à un niveau global. Actuellement, de puissants concurrents de l'Europe (Etats-Unis, Chine, Inde...) se trouvent dans une situation plus avantageuse, avec les menaces que cela représente en termes de localisation des activités. Au-delà de la question de la compétitivité prix, rétablir notre outil de production d'électricité décarbonée est une nécessité pour la transition écologique. C'est tout l'enjeu du bras de fer actuel à Bruxelles sur la prise en compte du nucléaire dans la production d'énergie décarbonée et sur l'intégration des nouvelles technologies du nucléaire dans les dispositifs de la politique industrielle européenne.

3.3. Assurer l'attractivité industrielle des territoires

La dimension territoriale de l'industrie est un élément clé de son renouveau. L'attractivité de la France pour les investissements industriels comporte une importante dimension de capacité foncière d'accueil, qui doit être compétitive. Aujourd'hui, l'accueil d'activités industrielles devient difficile, particulièrement dans les aires métropolitaines. L'acceptabilité sociale se réduit et les réserves foncières se raréfient. La création de nouvelles zones d'activité devient compliquée avec l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050. En 2022, 70% des intercommunalités ont refusé des implantations ou fait face à des départs d'entreprises faute de foncier économique disponible¹⁵.

Il faut apporter des solutions foncières aux besoins actuels et futurs. La politique des « sites clés en main » qui doit être renforcée par la loi sur l'industrie verte est une réponse pour soutenir l'attractivité de la France. La perspective du ZAN renvoie à la nécessité de l'aménagement par recyclage urbain, notamment par la réutilisation des friches industrielles. Cette dernière, ainsi que la verticalisation des locaux d'activité, sont en général plus coûteux et plus aléatoires. Ils exigent un fort volontarisme qui doit être incité et soutenu par des aides publiques (subventions ou avantages fiscaux). Des établissements fonciers suffisamment solides financièrement sont aussi une solution pour anticiper et porter des politiques de soutien.

L'industrie ne s'implante pas uniquement dans les métropoles et c'est tant mieux ! Les territoires ruraux ou périurbains peuvent présenter des atouts, en termes de culture ou de savoir-faire industriels, de proximité de sources d'énergie mais aussi d'engagement de la ressource humaine.

¹³ Hors TVA

¹⁴ Le mix électrique français est-il encore un atout ? La Fabrique de l'industrie, Caroline Mini et Mathieu Bordigoni, 2022

¹⁵ Intercommunalités de France, mars 2023.

Cette attractivité dépend de bonnes conditions d'accessibilité et de critères de qualité de vie. L'attractivité territoriale repose fortement sur le volontarisme politique des élus territoriaux. Cela plaide sans doute pour le rétablissement d'un lien entre les politiques économiques des collectivités et leurs rentrées fiscales. Face à la raréfaction de la ressource en eau, il faudra aussi soutenir les projets d'investissement des entreprises permettant de réduire leur consommation afin de limiter la concurrence entre les usages locaux, menant au rejet d'installation industrielle dans certains cas.

3.4. Répondre aux besoins de l'industrie en compétences à court, moyen et long terme

Une ressource humaine insuffisante constitue l'un des freins à la réindustrialisation. Selon l'enquête BMO¹⁶ 2023, 63% des projets de recrutement sont difficiles à concrétiser (+16 points en deux ans), soit un volume de plus de 177 000 postes ! L'essor récent de l'apprentissage a plus profité au tertiaire qu'à l'industrie (20% des contrats d'apprentissage en 2018 pour 14% en 2022). La France ne forme pas encore assez d'ingénieurs et ne sait pas toujours les retenir. Il manquerait entre 10 000 et 20 000 ingénieurs formés chaque année.

Aussi, il apparaît nécessaire d'amplifier les initiatives pour promouvoir les métiers de l'industrie auprès des jeunes, en soulignant les opportunités de carrière et leur utilité pour la société, via la transition écologique ou les innovations servant les besoins de la population. Il faut retrouver la fierté de travailler dans l'industrie. Cette promotion doit parler tout particulièrement au public féminin, puisque la faible mixité du secteur est l'une des causes des pénuries. Avec la compétition pour attirer les talents, aux plans européen et mondial, il faut veiller à ce que l'excellence des cursus français d'ingénieurs profite d'abord à notre tissu économique. Cela implique de travailler sur toutes les dimensions de l'attractivité des emplois en France. La réponse aux besoins en ingénieurs et techniciens passe sans doute par le développement des formations en alternance, avec une forte implication des branches professionnelles et des entreprises elles-mêmes, qui créent souvent leurs propres outils de formation. Il n'y aura pas de renaissance industrielle française sans un effort massif dans l'éducation et la formation tout au long de la vie.

4 – Ouvrons le débat

Comme vous le savez, à Horizons, nous voulons voir loin pour faire bien. À ce titre, nous vous proposons quelques pistes de réflexion – non exhaustives ! – pour susciter le débat dans vos comités municipaux et recueillir vos idées à l'adresse suivante : idees-comites@horizonsleparti.fr.

Voici quelques axes qui méritent notre attention et nos réflexions:

1. **Comment rendre l'industrie attractive pour les travailleurs et entrepreneurs ?**
Comment rendre attractifs les métiers de l'industrie auprès des jeunes ?
2. **Êtes-vous prêts à accueillir des usines sur les terrains proches de vos lieux de vie ?**
Comment concilier la réindustrialisation avec la volonté de ne pas dégrader un territoire (environnement, image, nuisances) ?
3. **Quels sont les leviers principaux de simplification administrative pour la création d'entreprises industrielles et leur développement ?**
4. **Pensez-vous que nous sommes prêts à payer plus cher pour se fournir en Made in France ?**
5. **Quels succès industriels existent près de chez vous ?**
Quels facteurs clés de succès pourraient être reproduits ?

¹⁶ Enquête « Besoins en Main d'œuvre » par Pôle Emploi

6. Comment mieux tirer parti de la dynamique des start-ups pour réindustrialiser ?
7. Les pays européens investissent dans leur outil productif.
Quels sont les atouts de la France pour se différencier ?

5 – Pour aller plus loin

1. *Réindustrialiser la France : les défis de la transformation numérique et environnementale*, Anaïs VOY-GILLIS, Études de l'Ifri, septembre 2022.
2. *Adapter la Politique Industrielle aux Nouveaux Enjeux, Les Enjeux Structurels pour La France*, décembre 2021.
3. *L'Industrie du XXI^e siècle, Les champions industriels de demain : agilité, résilience et responsabilité*, Max Blanchet, 2022